

PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

DIRECTION DES POLITIQUES
INTERMINISTÉRIELLES
Bureau de l'environnement

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

N° 1 2 3

A R R Ê T E

de mise en demeure à l'encontre de la société
Etienne LACROIX Tous Artifices à
SAINTE-FOY-DE-PEYROLIERES

LE PREFET DE LA REGION MIDI-PYRENEES
PREFET DE LA HAUTE-GARONNE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code du travail ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté et la circulaire du 10 mai 2000 relatifs à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 mars 2006 autorisant la société Etienne LACROIX Tous Artifices à exploiter une unité de fabrication et de stockage de produits pyrotechniques à SAINTE-FOY-DE-PEYROLIERES ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 14 septembre 2009, faisant suite à la visite d'inspection de l'établissement réalisée le 2 juillet 2009 ;

Considérant que le réseau incendie du site ne répond pas aux exigences de l'article 6.5.2. des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 13 mars 2006 susvisé ;

Considérant que les audits de contrôle du Système de gestion de la sécurité (SGS) prévus au point 7-2 de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 ne sont pas réalisés par des personnes préalablement formées à la réalisation de tels audits ;

Attendu qu'il y a lieu de mettre l'exploitant en demeure de régulariser cette situation ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,

- ARRETE -

Article 1er – La société Etienne LACROIX Tous Artifices est mise en demeure :

- de répondre, **sous 6 mois**, aux exigences de l'article 6.5.2. des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 13 mars 2006 en bouclant le réseau incendie du site et en déplaçant le poteau incendie 4 afin de le rendre opérationnel ;
- de faire en sorte, **avant le 31 décembre 2009**, que la ou les personnes en charge de la réalisation des audits de contrôle du SGS prévus au point 7-2 de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 aient suivi une formation à la réalisation de ces audits.

Article 2 - A défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1^{er}, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Article 3 – Délai et voie de recours.

L'exploitant dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la présente décision, pour la déférer, s'il le souhaite, au Tribunal administratif de Toulouse.

Article 4 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,
L'Inspection des installations classées de la Direction Régionale
de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Toulouse, le - 8 OCT. 2009

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Françoise SOULIMAN